

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE LA PROPOSITION

• Justification et objectifs de la proposition

Le 30 mai 2017, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec le Royaume hachémite de Jordanie (la «Jordanie»), au nom de l’Union, sur un accord international entre l’Union et la Jordanie établissant les conditions et modalités de la participation de la Jordanie au partenariat en matière de recherche et d’innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA).

Conformément aux dispositions de la décision d’autorisation du Conseil, les négociations n’ont pu débuter qu’après l’adoption d’une décision du Parlement européen et du Conseil relative à la participation de l’Union au partenariat en matière de recherche et d’innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) entrepris conjointement par plusieurs États membres.

Ces négociations ont débuté le 26 juin 2017 et ont abouti le 10 juillet 2017, date à laquelle les représentants de chacune des futures parties ont paraphé le texte du projet d’accord. Le projet d’accord joint à la présente proposition est conforme aux directives de négociation adoptées par le Conseil. En particulier, il dispose que les conditions et modalités de la participation de la Jordanie à PRIMA sont celles indiquées dans la décision (UE) 2017/1324[[1]](#footnote-1), en faisant directement référence à l’acte législatif de l’Union.

Afin de garantir la protection des intérêts financiers de l’Union, notamment les pouvoirs de la Commission, de l’Office européen de lutte antifraude, de la Cour des comptes et de la structure de mise en œuvre de PRIMA (PRIMA-IS) de mener des audits et des enquêtes conformément à la législation applicable de l’Union, l’accord contient une référence précise aux dispositions pertinentes de la décision (UE) 2017/1324 et oblige les parties à apporter toute l’assistance nécessaire pour assurer leur mise en œuvre. En outre, le futur accord dispose que les parties doivent s'entendre sur les modalités de l’assistance, ces modalités étant indispensables à leur coopération dans le cadre de cet accord.

• Cohérence avec les dispositions existantes dans le domaine d’action

Comme le rapport d’analyse d’impact pour PRIMA[[2]](#footnote-2) l’indique aussi, l’ouverture de PRIMA à la participation de pays tiers tels que la Jordanie est conforme aux objectifs de la coopération internationale en matière de recherche et d’innovation décrits dans la communication de la Commission de 2012 intitulée «Renforcement et ciblage de la coopération internationale de l’Union européenne dans la recherche et l’innovation: une approche stratégique»[[3]](#footnote-3) et dans le programme-cadre «Horizon 2020», qui promeut la coopération avec les pays tiers dans le domaine de la science, de la technologie et de l’innovation dans le but de relever des défis sociétaux d’envergure mondiale et de soutenir les politiques extérieures de l’Union. Cet accord est également conforme à l’actuel accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d’une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d’autre part[[4]](#footnote-4), ainsi qu’à l’accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le Royaume hachémite de Jordanie[[5]](#footnote-5), qui prévoient une coopération entre l’Union et la Jordanie en matière de recherche et de développement technologique et encouragent les activités de recherche et de développement dans les domaines d’intérêt commun.

• Cohérence avec les autres politiques de l’Union

La mise en œuvre de PRIMA, en coopération étroite avec des pays tiers tels que la Jordanie, est aussi conforme aux autres politiques de l’Union, comme la politique de migration, la politique de développement et la politique de voisinage, pour lesquelles elle est pertinente.

2. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE LA PROPOSITION

La proposition de décision du Conseil est fondée sur l'article 186 et sur l'article 218, paragraphe 6, point a), du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne.

3. INCIDENCE BUDGÉTAIRE

La fiche financière législative accompagnant la présente décision expose les incidences budgétaires indicatives.

À la lumière de ce qui précède, la Commission propose que le Conseil conclue l’accord au nom de l’Union européenne.

2017/0200 (NLE)

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

relative à la conclusion de l’accord de coopération scientifique et technologique entre l’Union européenne et le Royaume hachémite de Jordanie fixant les conditions et modalités de la participation du Royaume hachémite de Jordanie au partenariat en matière de recherche et d’innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 186 en liaison avec l'article 218, paragraphe 6, point a),

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'approbation du Parlement européen,

considérant ce qui suit:

(1) La décision (UE) 2017/1324 du Parlement européen et du Conseil[[6]](#footnote-6) prévoit la participation de l'Union au partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) entrepris conjointement par plusieurs États membres.

(2) Le Royaume hachémite de Jordanie (la «Jordanie») a fait part de son souhait d’adhérer à PRIMA en qualité d’État participant et sur un pied d’égalité avec les États membres de l’UE et les pays associés au programme-cadre «Horizon 2020» participant à PRIMA.

(3) Conformément à l’article 1er, paragraphe 2, de la décision (UE) 2017/1324, la Jordanie devient un État participant à PRIMA sous réserve de la conclusion d’un accord international de coopération scientifique et technologique avec l’Union fixant les conditions et modalités de la participation de la Jordanie à PRIMA.

(4) Conformément à la décision <XXX> du Conseil[[7]](#footnote-7), l’accord de coopération scientifique et technologique entre l’Union européenne et le Royaume hachémite de Jordanie fixant les conditions et modalités de la participation du Royaume hachémite de Jordanie au partenariat en matière de recherche et d’innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) a été signé au nom de l’Union le XX 20XX, sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure.

(5) Il convient que l'accord soit approuvé au nom de l'Union,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L’accord de coopération scientifique et technologique entre l’Union européenne et le Royaume hachémite de Jordanie fixant les conditions et modalités de la participation du Royaume hachémite de Jordanie au partenariat en matière de recherche et d’innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) est approuvé au nom de l’Union.

Le texte de l'accord est joint à la présente décision.

Article 2

Le président du Conseil désigne la personne habilitée à procéder, au nom de l’Union, à la notification prévue à l’article 4, paragraphe 2 de l’accord, à l’effet d’exprimer le consentement de l’Union à être liée par l’accord.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le [date de son adoption].

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président

FICHE FINANCIÈRE LÉGISLATIVE

1. CADRE DE LA PROPOSITION/DE L'INITIATIVE

1.1. Dénomination de la proposition/de l'initiative

1.2. Domaine(s) politique(s) concerné(s) dans la structure ABM/ABB

1.3. Nature de la proposition/de l'initiative

1.4. Objectif(s)

1.5. Justification(s) de la proposition/de l'initiative

1.6. Durée et incidence financière

1.7. Mode(s) de gestion prévu(s)

2. MESURES DE GESTION

2.1. Dispositions en matière de suivi et de compte rendu

2.2. Système de gestion et de contrôle

2.3. Mesures de prévention des fraudes et irrégularités

3. INCIDENCE FINANCIÈRE ESTIMÉE DE LA PROPOSITION/DE L'INITIATIVE

3.1. Rubrique(s) du cadre financier pluriannuel et ligne(s) budgétaire(s) de dépenses concernée(s)

3.2. Incidence estimée sur les dépenses

3.2.1. Synthèse de l'incidence estimée sur les dépenses

3.2.2. Incidence estimée sur les crédits opérationnels

3.2.3. Incidence estimée sur les crédits de nature administrative

3.2.4. Compatibilité avec le cadre financier pluriannuel actuel

3.2.5. Participation de tiers au financement

3.3. Incidence estimée sur les recettes

**FICHE FINANCIÈRE LÉGISLATIVE**

1. CADRE DE LA PROPOSITION/DE L'INITIATIVE

1.1. Dénomination de la proposition/de l'initiative

Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l’accord de coopération scientifique et technologique entre l’Union européenne et le Royaume hachémite de Jordanie fixant les conditions et modalités de la participation du Royaume hachémite de Jordanie au partenariat en matière de recherche et d’innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA)

1.2. Domaine(s) politique(s) concerné(s) dans la structure ABM/ABB[[8]](#footnote-8)

Titre 08 Recherche et innovation: programme-cadre «Horizon 2020».

1.3. Nature de la proposition/de l'initiative

🗹La proposition/l'initiative porte sur **une action nouvelle**

🞎La proposition/l’initiative porte sur **une action nouvelle suite à un projet pilote/une action préparatoire[[9]](#footnote-9)**

🞎La proposition/l'initiative est relative à **la prolongation d'une action existante**

🞎La proposition/l’initiative porte sur **une action réorientée vers une nouvelle action**

1.4. Objectif(s)

1.4.1. Objectif(s) stratégique(s) pluriannuel(s) de la Commission visé(s) par la proposition/l'initiative

Le but de la présente initiative est de permettre à la Jordanie de devenir un État participant à PRIMA, dont l’objectif stratégique est de construire des capacités de recherche et d'innovation et de développer des connaissances et des solutions innovantes communes pour les systèmes agroalimentaires afin de les rendre durables, ainsi que pour un approvisionnement intégré en eau et une gestion intégrée de l'eau dans la zone méditerranéenne, afin d'améliorer la résilience de ces systèmes, de cet approvisionnement et de cette gestion aux effets du changement climatique, de même que leur efficacité, leur rentabilité et leur durabilité environnementale et sociale, et de contribuer à la résolution en amont des problèmes en rapport avec la pénurie d'eau, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, le bien-être et les migrations.

1.4.2. Objectif(s) spécifique(s) et activité(s) ABM/ABB concernée(s)

En vue de la réalisation de ses objectifs, PRIMA sera entrepris conjointement par un certain nombre d’États membres et de pays tiers selon les mêmes conditions et modalités. Afin de garantir que la Jordanie participe à PRIMA sur un pied d’égalité avec les États membres et les pays tiers associés à «Horizon 2020», un accord international avec l’Union est nécessaire pour étendre à la Jordanie le régime juridique établi par la décision (UE) 2017/1324.

1.4.3. Résultat(s) et incidence(s) attendu(s)

*Préciser les effets que la proposition/l'initiative devrait avoir sur les bénéficiaires/la population visée.*

La présente initiative permettra à la Jordanie de devenir un État participant à PRIMA et, partant, de s’engager sur un pied d’égalité avec les États membres et les pays tiers associés à «Horizon 2020». Conformément aux dispositions de la décision (UE) 2017/1324, les entités juridiques jordaniennes seraient automatiquement éligibles à un financement de l’UE dans le cadre de projets financés par le budget de l’UE.

1.4.4. Indicateurs de résultats et d'incidences

*Préciser les indicateurs permettant de suivre la réalisation de la proposition/de l'initiative.*

Le but de la présente initiative est de permettre la participation de la Jordanie à PRIMA. Les indicateurs de résultats et d’incidences de la présente initiative sont donc étroitement liés à ceux relatifs à l’initiative PRIMA dans son ensemble, comme indiqué dans la proposition correspondante de la Commission[[10]](#footnote-10).

1.5. Justification(s) de la proposition/de l'initiative

1.5.1. Besoin(s) à satisfaire à court ou à long terme

Veuillez vous référer à la proposition de la Commission relative à une initiative PRIMA au titre de l’article 185 du TFUE précitée et au rapport d’analyse d’impact relatif à PRIMA accompagnant ladite proposition de la Commission[[11]](#footnote-11).

1.5.2. Valeur ajoutée de l'intervention de l'UE

Veuillez vous référer à la proposition de la Commission relative à une initiative PRIMA au titre de l’article 185 du TFUE précitée.

1.5.3. Leçons tirées d'expériences similaires

Il n’existe aucun précédent pour la présente initiative étant donné que PRIMA est la toute première initiative à compter avec la participation de pays tiers qui ne sont pas associés au programme-cadre de recherche de l’UE sur un pied d’égalité avec les États membres et qui, par conséquent, requiert la conclusion d’accords internationaux avec l’Union en vue de leur participation.

1.5.4. Compatibilité et synergie éventuelle avec d'autres instruments appropriés

Veuillez vous référer à la proposition de la Commission relative à une initiative PRIMA au titre de l’article 185 du TFUE précitée.

1.6. Durée et incidence financière

🗹Proposition/initiative à **durée limitée**

* 🗹 Proposition/initiative en vigueur à partir de la date d’entrée en vigueur de l’accord et aussi longtemps que la décision (UE) 2017/1324 est en vigueur (31 décembre 2028).
* 🗹Incidence financière à partir de la date d’entrée en vigueur de l’accord jusqu’au 31 décembre 2020 (au cours de cette période, des dispositions mettant en œuvre l’accord seront mises en place. Après cette période, il n’y a pas d’autres activités prévues dans le cadre de l’accord).

🞎Proposition/initiative à **durée illimitée**

* Mise en œuvre avec une période de montée en puissance de AAAA jusqu'en AAAA,
* puis un fonctionnement en rythme de croisière au-delà.

1.7. Mode(s) de gestion prévu(s)[[12]](#footnote-12)

🞎**Gestion directe** par la Commission

* 🞎dans ses services, y compris par l'intermédiaire de son personnel dans les délégations de l’Union;
* 🞎 par les agences exécutives

🞎**Gestion partagée** avec les États membres

🗹**Gestion indirecte** en confiant des tâches d'exécution budgétaire:

* 🞎 à des pays tiers ou aux organismes qu'ils ont désignés;
* 🞎 à des organisations internationales et à leurs agences (à préciser);
* 🞎 à la BEI et au Fonds européen d'investissement;
* 🞎 aux organismes visés aux articles 208 et 209 du règlement financier;
* 🞎 à des organismes de droit public;
* 🗹 à des organismes de droit privé investis d'une mission de service public, pour autant qu'ils présentent les garanties financières suffisantes;
* 🞎 à des organismes de droit privé d'un État membre qui sont chargés de la mise en œuvre d'un partenariat public-privé et présentent les garanties financières suffisantes;
* 🞎 à des personnes chargées de l'exécution d'actions spécifiques relevant de la PESC, en vertu du titre V du traité sur l'Union européenne, identifiées dans l'acte de base concerné.
* *Si plusieurs modes de gestion sont indiqués, veuillez donner des précisions dans la partie «Remarques».*

Remarques

Une nouvelle entité juridique sera créée - avec pour unique rôle la mise en œuvre de PRIMA. Elle relaiera la contribution financière de l'UE à l'initiative.

2. MESURES DE GESTION

2.1. Dispositions en matière de suivi et de compte rendu

*Préciser la fréquence et les conditions de ces dispositions.*

Veuillez vous référer à la proposition de la Commission relative à une initiative PRIMA au titre de l’article 185 du TFUE citée aux points précédents.

2.2. Système de gestion et de contrôle

2.2.1. Risque(s) identifié(s)

Veuillez vous référer à la proposition de la Commission relative à une initiative PRIMA au titre de l’article 185 du TFUE citée aux points précédents.

2.2.2. Informations concernant le système de contrôle interne mis en place

Veuillez vous référer à la proposition de la Commission relative à une initiative PRIMA au titre de l’article 185 du TFUE citée aux points précédents.

2.2.3. Estimation du coût et des avantages des contrôles et évaluation du niveau attendu de risque d'erreur

Veuillez vous référer à la proposition de la Commission relative à une initiative PRIMA au titre de l’article 185 du TFUE citée aux points précédents.

2.3. Mesures de prévention des fraudes et irrégularités

*Préciser les mesures de prévention et de protection existantes ou envisagées.*

Afin de garantir la protection des intérêts financiers de l’Union, notamment les pouvoirs de la Commission, de l’Office européen de lutte antifraude, de la Cour des comptes et de la structure de mise en œuvre de PRIMA (PRIMA-IS) de mener des audits et des enquêtes conformément à la législation applicable de l’Union, l’accord qui sera conclu entre l’UE et la Jordanie contient une référence précise aux dispositions pertinentes de la décision (UE) 2017/1324 et oblige les parties à apporter toute l’assistance nécessaire pour assurer leur mise en œuvre. En outre, le futur accord dispose que les parties doivent s'entendre sur les modalités de l’assistance, ces modalités étant indispensables à leur coopération dans le cadre de cet accord.

3. INCIDENCE FINANCIÈRE ESTIMÉE DE LA PROPOSITION/DE L'INITIATIVE

3.1. Rubrique(s) du cadre financier pluriannuel et ligne(s) budgétaire(s) de dépenses concernée(s)

* Lignes budgétaires existantes

Dans l'ordre des rubriques du cadre financier pluriannuel et des lignes budgétaires.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubrique du cadre financier pluriannuel | Ligne budgétaire | Nature de  la dépense | Participation | | | |
| Rubrique la - Compétitivité pour la croissance et l’emploi | CD/CND[[13]](#footnote-13) | de pays AELE[[14]](#footnote-14) | de pays candidats[[15]](#footnote-15) | de pays tiers | au sens de l'article 21, paragraphe 2, point b), du règlement financier |
| 1a | 08.01.05 | CND | OUI | OUI | NON | NON |

* Nouvelles lignes budgétaires, dont la création est demandée

*Dans l'ordre des rubriques du cadre financier pluriannuel et des lignes budgétaires.*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubrique du cadre financier pluriannuel | Ligne budgétaire | Nature de  la dépense | Participation | | | |
| Numéro  [Libellé………………………………………] | CD/CND | de pays AELE | de pays candidats | de pays tiers | au sens de l'article 21, paragraphe 2, point b), du règlement financier |
|  | [XX.YY.YY.YY] |  | OUI/NON | OUI/NON | OUI/NON | OUI/NON |

3.2. Incidence estimée sur les dépenses

[Cette partie est à compléter en utilisant la [**feuille de calcul sur les données budgétaires de nature administrative**](http://www.cc.cec/budg/leg/internal/leg-070_internal_fr.html) (second document en annexe à la présente fiche financière) à charger dans CISNET pour les besoins de la consultation interservices.]

3.2.1. Synthèse de l'incidence estimée sur les dépenses

EUR

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rubrique du cadre financier**  **pluriannuel** | 1a | «Compétitivité pour la croissance et l’emploi» |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| DG: <RTD> |  | |  | Année **2018[[16]](#footnote-16)** | Année **2019** | Année **2020** | Année **2021-2029** | **TOTAL** |
| • Crédits opérationnels | | | |  |  |  |  |  |
| Numéro de ligne budgétaire | Engagements | (1) | |  |  |  |  |  |
| Paiements | (2) | |  |  |  |  |  |
| Numéro de ligne budgétaire | Engagements | (1a) | |  |  |  |  |  |
| Paiements | (2a) | |  |  |  |  |  |
| Crédits de nature administrative financés par l'enveloppe de certains programmes spécifiques[[17]](#footnote-17) | | | |  |  |  |  |  |
| Numéro de ligne budgétaire: 08.010501 |  | (3) | | 23 000 | 23 000 | 23 000 |  | 69 000 |
| **TOTAL des crédits** **pour la DG RTD** | Engagements | =1+1a +3 | | **23 000** | **23 000** | **23 000** |  | **69 000** |
| Paiements | =2+2a  +3 | | **23 000** | **23 000** | **23 000** |  | **69 000** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| • TOTAL des crédits opérationnels | Engagements | (4) |  |  |  |  |  |
| Paiements | (5) |  |  |  |  |  |
| •TOTAL des crédits de nature administrative financés par l'enveloppe de certains programmes spécifiques | | (6) | **23 000** | **23 000** | **23 000** |  | **69 000** |
| **TOTAL des crédits**  **pour la RUBRIQUE <1a>** du cadre financier pluriannuel | Engagements | =4+ 6 | **23 000** | **23 000** | **23 000** |  | **69 000** |
| Paiements | =5+ 6 | **23 000** | **23 000** | **23 000** |  | **69 000** |

**Si plusieurs rubriques sont concernées par la proposition/l'initiative:**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| • TOTAL des crédits opérationnels | Engagements | (4) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Paiements | (5) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| •TOTAL des crédits de nature administrative financés par l'enveloppe de certains programmes spécifiques | | (6) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL des crédits**  **pour les RUBRIQUES 1 à 4** du cadre financier pluriannuel (Montant de référence) | Engagements | =4+ 6 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Paiements | =5+ 6 |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rubrique du cadre financier**  **pluriannuel** | **5** | «Dépenses administratives» |

EUR

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Année **2018[[18]](#footnote-18)** | Année **2019** | Année **2020** | Année **2021-2029** | **TOTAL** |
| DG: <RTD> |
| • Ressources humaines | | |  |  |  |  |  |
| • Autres dépenses administratives | | | 4 600 | 4 600 | 4 600 |  | 13 800 |
| **TOTAL DG** <RTD> | Crédits | | **4 600** | **4 600** | **4 600** |  | **13 800** |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL des crédits** **pour la RUBRIQUE 5** du cadre financier pluriannuel | (Total engagements = Total paiements) | **4 600** | **4 600** | **4 600** |  | **13 800** |

EUR

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Année **2018[[19]](#footnote-19)** | Année **2019** | Année **2020** | Année **2021-2029** | **TOTAL** |
| **TOTAL des crédits**  **pour les RUBRIQUES 1 à 5** du cadre financier pluriannuel | Engagements | | **27 600** | **27 600** | **27 600** |  | **82 800** |
| Paiements | | **27 600** | **27 600** | **27 600** |  | **82 800** |

3.2.2. Incidence estimée sur les crédits opérationnels

* 🗹 La proposition/l'initiative n'engendre pas l'utilisation de crédits opérationnels
* 🞎 La proposition/l'initiative engendre l'utilisation de crédits opérationnels, comme expliqué ci-après:

Crédits d’engagement en EUR

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indiquer les objectifs et les réalisations**  ⇩ |  |  | Année **N** | | Année **N+1** | | Année **N+2** | | Année **N+3** | | | Insérer autant d'années que nécessaire, pour refléter la durée de l'incidence (cf. point 1.6) | | | | | | **TOTAL** | |
| **RÉALISATIONS (outputs)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Type[[20]](#footnote-20) | Coût moyen | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre | Coût | Nbre total | Coût total |
| OBJECTIF SPÉCIFIQUE n° 1[[21]](#footnote-21)... | | |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| - Réalisation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| - Réalisation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| - Réalisation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-total objectif spécifique n° 1 | | |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| OBJECTIF SPÉCIFIQUE n° 2… | | |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| - Réalisation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-total objectif spécifique n° 2 | | |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **COÛT TOTAL** | | |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |

3.2.3. Incidence estimée sur les crédits de nature administrative

3.2.3.1. Synthèse

* 🞎 La proposition/l'initiative n'engendre pas l'utilisation de crédits de nature administrative.
* 🗹 La proposition/l'initiative engendre l'utilisation de crédits de nature administrative, comme expliqué ci-après:

EUR

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Année **2018[[22]](#footnote-22)** | Année **2019** | Année **2020** | Année **2021-2029** | **TOTAL** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **RUBRIQUE 5** **du cadre financier pluriannuel** |  |  |  |  |  |
| Ressources humaines |  |  |  |  |  |
| Autres dépenses administratives | 4 600 | 4 600 | 4 600 |  | 13 800 |
| **Sous-total RUBRIQUE 5** **du cadre financier pluriannuel** | **4 600** | **4 600** | **4 600** |  | **13 800** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Hors RUBRIQUE 5[[23]](#footnote-23)** **du cadre financier pluriannuel** |  |  |  |  |  |
| Ressources humaines | 23 000 | 23 000 | 23 000 |  | 69 000 |
| Autres dépenses  de nature administrative |  |  |  |  |  |
| **Sous-total**  **hors RUBRIQUE 5** **du cadre financier pluriannuel** | **23 000** | **23 000** | **23 000** |  | **69 000** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **27 600** | **27 600** | **27 600** |  | **82 800** |

Les besoins en crédits pour les ressources humaines et les autres dépenses de nature administrative seront couverts par les crédits de la DG déjà affectés à la gestion de l’action et/ou redéployés en interne au sein de la DG, complétés le cas échéant par toute dotation additionnelle qui pourrait être allouée à la DG gestionnaire dans le cadre de la procédure d’allocation annuelle et compte tenu des contraintes budgétaires existantes.

3.2.3.2. Besoins estimés en ressources humaines

* 🞎 La proposition/l'initiative n'engendre pas l'utilisation de ressources humaines.
* 🗹 La proposition/l'initiative engendre l'utilisation de ressources humaines, comme expliqué ci-après:

*Estimation à exprimer en équivalents temps plein*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Année **2018** | Année **2019** | Année  **2020** | Année  **2021-2029** |
| **• Emplois du tableau des effectifs (fonctionnaires et agents temporaires)** | | | | |  |
| XX 01 01 01 (au siège et dans les bureaux de représentation de la Commission) | |  |  |  |  |
| XX 01 01 02 (en délégation) | |  |  |  |  |
| **08 01 05 01 (recherche indirecte)** | | **0,2** | **0,2** | **0,2** |  |
| 10 01 05 01 (recherche directe) | |  |  |  |  |
| **•Personnel externe (en équivalents temps plein: ETP)[[24]](#footnote-24)** | | | | | |
| XX 01 02 01 (AC, END, INT de l'enveloppe globale) | |  |  |  |  |
| XX 01 02 02 (AC, AL, END, INT et JED dans les délégations) | |  |  |  |  |
| **XX** 01 04 **yy *[[25]](#footnote-25)*** | - au siège |  |  |  |  |
| - en délégation |  |  |  |  |
| **XX** 01 05 02 (AC, END, INT sur recherche indirecte) | |  |  |  |  |
| 10 01 05 02 (AC, END, INT sur recherche directe) | |  |  |  |  |
| Autres lignes budgétaires (à préciser) | |  |  |  |  |
| **TOTAL** | | **0,2** | **0,2** | **0,2** |  |

**XX** est le domaine politique ou le titre concerné.

Les besoins en ressources humaines seront couverts par les effectifs de la DG déjà affectés à la gestion de l'action et/ou redéployés en interne au sein de la DG, complétés le cas échéant par toute dotation additionnelle qui pourrait être allouée à la DG gestionnaire dans le cadre de la procédure d'allocation annuelle et compte tenu des contraintes budgétaires existantes.

Description des tâches à effectuer:

|  |  |
| --- | --- |
| Fonctionnaires et agents temporaires | La préparation et la conclusion des modalités administratives de l’assistance en ce qui concerne la protection des intérêts financiers de l’UE, avec les autorités jordaniennes, comme le prévoit l’article 2 de l’accord. |
| Personnel externe |  |

3.2.4. Compatibilité avec le cadre financier pluriannuel actuel

* 🗹 La proposition/l'initiative est compatible avec le cadre financier pluriannuel actuel.
* 🞎 La proposition/l'initiative nécessite une reprogrammation de la rubrique concernée du cadre financier pluriannuel.

Expliquez la reprogrammation requise, en précisant les lignes budgétaires concernées et les montants correspondants.

* 🞎 La proposition/l'initiative nécessite le recours à l’instrument de flexibilité ou la révision du cadre financier pluriannuel.

Expliquez le besoin, en précisant les rubriques et lignes budgétaires concernées et les montants correspondants.

3.2.5. Participation de tiers au financement

* 🗹 La proposition/l'initiative ne prévoit pas de cofinancement par des tierces parties.
* La proposition/l'initiative prévoit un cofinancement estimé ci-après:

Crédits en EUR

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Année **N** | Année **N+1** | Année **N+2** | Année **N+3** | Insérer autant d'années que nécessaire, pour refléter la durée de l'incidence (cf. point 1.6) | | | Total |
| Préciser l'organisme de cofinancement |  |  |  |  |  |  |  |  |
| TOTAL crédits cofinancés |  |  |  |  |  |  |  |  |

3.3. Incidence estimée sur les recettes

* 🗹 La proposition/l'initiative est sans incidence financière sur les recettes.
* 🞎 La proposition/l’initiative a une incidence financière décrite ci-après:
  + - 🞎 sur les ressources propres
    - 🞎 sur les recettes diverses

EUR

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Ligne budgétaire de recettes: | Montants inscrits pour l'exercice en cours | Incidence de la proposition/de l'initiative[[26]](#footnote-26) | | | | | | |
| Année **N** | Année **N+1** | Année **N+2** | Année **N+3** | Insérer autant d'années que nécessaire, pour refléter la durée de l'incidence (cf. point 1.6) | | |
| Article …………. |  |  |  |  |  |  |  |  |

Pour les recettes diverses qui seront «affectées», préciser la(les) ligne(s) budgétaire(s) de dépenses concernée(s).

Préciser la méthode de calcul de l'incidence sur les recettes.

1. Décision (UE) 2017/1324 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2017 relative à la participation de l'Union au partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) entrepris conjointement par plusieurs États membres (JO L 185 du 18.7.2017, p. 1). [↑](#footnote-ref-1)
2. SWD(2016) 332 final du 18.10.2016. [↑](#footnote-ref-2)
3. COM(2012) 497 final. [↑](#footnote-ref-3)
4. JO L 129 du 15.5.2002, p. 3. [↑](#footnote-ref-4)
5. JO L 159 du 17.6.2011, p. 108. [↑](#footnote-ref-5)
6. Décision (UE) 2017/1324 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2017 relative à la participation de l'Union au partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) entrepris conjointement par plusieurs États membres (JO L 185 du 18.7.2017, p. 1). [↑](#footnote-ref-6)
7. [↑](#footnote-ref-7)
8. ABM: activity-based management; ABB: activity-based budgeting. [↑](#footnote-ref-8)
9. Tel(le) que visé(e) à l’article 54, paragraphe 2, point a) ou b), du règlement financier. [↑](#footnote-ref-9)
10. COM(2016) 662 final du 18.10.2016. [↑](#footnote-ref-10)
11. SWD(2016) 332 final du 18.10.2016. [↑](#footnote-ref-11)
12. Les explications sur les modes de gestion ainsi que les références au règlement financier sont disponibles sur le site BudgWeb: <http://www.cc.cec/budg/man/budgmanag/budgmanag_fr.html> [↑](#footnote-ref-12)
13. CD = crédits dissociés / CND = crédits non dissociés. [↑](#footnote-ref-13)
14. AELE: Association européenne de libre-échange. [↑](#footnote-ref-14)
15. Pays candidats et, le cas échéant, pays candidats potentiels des Balkans occidentaux. [↑](#footnote-ref-15)
16. L'année 2018 est l'année du début de la mise en œuvre de la proposition/de l'initiative. [↑](#footnote-ref-16)
17. Assistance technique et/ou administrative et dépenses d’appui à la mise en œuvre de programmes et/ou d’actions de l’UE (anciennes lignes «BA»), recherche indirecte, recherche directe. [↑](#footnote-ref-17)
18. L'année 2018 est l'année du début de la mise en œuvre de la proposition/de l'initiative. [↑](#footnote-ref-18)
19. L'année 2018 est l'année du début de la mise en œuvre de la proposition/de l'initiative. [↑](#footnote-ref-19)
20. Les réalisations se réfèrent aux produits et services qui seront fournis (par exemple: nombre d’échanges d’étudiants financés, nombre de km de routes construites, etc.) [↑](#footnote-ref-20)
21. Tel que décrit dans la partie 1.4.2. «Objectif(s) spécifique(s)…». [↑](#footnote-ref-21)
22. L'année 2018 est l'année du début de la mise en œuvre de la proposition/de l'initiative. [↑](#footnote-ref-22)
23. Assistance technique et/ou administrative et dépenses d'appui à la mise en œuvre de programmes et/ou d'actions de l'UE (anciennes lignes «BA»), recherche indirecte, recherche directe. [↑](#footnote-ref-23)
24. AC= agent contractuel; AL = agent local; END= expert national détaché; INT = intérimaire; JED= jeune expert en délégation. [↑](#footnote-ref-24)
25. Sous-plafonds de personnel externe financés sur crédits opérationnels (anciennes lignes «BA»). [↑](#footnote-ref-25)
26. En ce qui concerne les ressources propres traditionnelles (droits de douane, cotisations sur le sucre), les montants indiqués doivent être des montants nets, c'est-à-dire des montants bruts après déduction de 25 % de frais de perception. [↑](#footnote-ref-26)